



CEDEFOP

European Centre for the Development
of Vocational Training



Education and Culture DG
Lifelong Learning Programme

Rapport de groupe sur la visite d'étude

Numéro du groupe 25

Titre de la visite Former les enseignants en éducation à la santé et à la citoyenneté

Sujet Santé humaine et action sociale
Education pour une citoyenneté et un développement durable

Ville, pays Paris, France

Type de visite Mixte

Dates de la visite Du 19 octobre au 22 octobre 2010

Rapporteur du groupe Gérald BISTON

Organisateur UNIRÉS - Le Réseau des universités pour l'éducation à la santé



IDÉES MAITRESSES

1. Les participants soulignent **une articulation forte entre santé et citoyenneté** : développer la santé est un moyen de développer le bien-vivre ensemble, la responsabilité et l'autonomie des élèves.
2. Dans chaque système éducatif national, la place de l'éducation à la santé dépend de l'organisation du système éducatif propre (programmes, missions et statuts du personnel éducatif, ...) et de l'organisation des autres institutions sociales et sanitaires (locale, régionale, d'état) de même que des partenariats entre l'éducation et ces institutions. Il n'en demeure pas moins que, partout, la santé n'est pas vue comme une discipline scolaire mais comme **un champ d'enseignement transversal** qui concerne toutes les disciplines de l'école (interdisciplinarité).
3. Il est important de **mobiliser la participation de toute la communauté éducative** : les personnels enseignants, auxiliaires d'éducation, les parents, les élèves et les partenaires extérieurs (associations, collectivités, ...). Construire l'adhésion du personnel éducatif aux priorités de l'éducation à la santé est plus important que la mise à disposition de ces mêmes enseignants d'une inflation d'outils et de dispositifs.
4. Former les enseignants en éducation à la santé nous a obligés à **penser la question des continuités de l'action éducative dans et hors l'école**.
5. **L'action et l'engagement des enseignants et des chefs d'établissement apparaissent comme les principaux facteurs de réussite** dans la mise en œuvre de l'Éducation à la santé et à la citoyenneté. En dehors de cette action et de cet engagement, l'existence de structures, comme le Comité d'Éducation à la Santé et à la Citoyenneté (CESC) dans chaque lycée français par exemple, ne garantit pas à elle seule la mise en œuvre d'une réelle politique de santé et de citoyenneté dans l'établissement.

6. Un profond paradoxe subsiste dans la formation initiale des enseignants, surtout dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur : tous nos pays forment et évaluent les enseignants en termes de spécialisation disciplinaire tandis qu'on demande à ces mêmes enseignants de former leurs élèves en termes de compétences. Cette formation uniquement « disciplinaire » des enseignants rend difficile l'intégration de l'éducation à la santé et à la citoyenneté dans une formation globale de la personne de l'étudiant.

7. La formation continuée des enseignants gagnerait également à être optimisée. Trois pistes paraissent devoir être approfondies en ce sens pour rentabiliser les investissements financiers et humains faits dans le cadre de l'éducation à la santé et à la citoyenneté :

- Inscrire cette formation continuée dans un cadre global et non la voir comme un ensemble d'initiatives ponctuelles isolées destinées à remédier à ce qu'on ne sait pas faire, à ce qui ne marche pas ;
- Contextualiser la formation continuée et l'adapter au contexte réel des établissements ;
- Former intensivement les enseignants en amont de la mise en place de projets ou d'actions spécifiques.

8. Pour former les enseignants en grand nombre, il faut d'abord former les formateurs d'enseignants et gagner leur adhésion aux valeurs de l'ESC.

9. Dans cette perspective, le projet PROFEDUS développé par l'IUFM d'Auvergne, UNIRÉS et l'INPES apparaît à tous les participants comme une réalisation remarquable et exemplaire.

10. Il convient de ne pas négliger, au-delà des besoins du monde scolaire traditionnel, les besoins de la formation des adultes peu qualifiés (surtout les femmes) pour qui il est impératif de renforcer l'identité individuelle et sociale et de renforcer « l'auto-image » en aidant à la reconstruction d'une image positive de soi.

Décrivez chacune des bonnes pratiques que vous avez découvertes au cours de votre visite (par l'intermédiaire des hôtes comme des autres participants) en apportant les précisions suivantes :

titre du projet / du programme / de l'initiative / ...	pays	nom de l'organisation de mise en œuvre (indiquez si possible le site Internet)	personne de contact (si possible) ayant présenté le programme au groupe	à qui s'adresse le projet / le programme / l'initiative	quels aspects du projet / du programme / de l'initiative en font un exemple de bonnes pratiques
Profédus	France	Réseau ES/PCA	Bernadette AUBRY	Pour formateurs d'enseignants	Bibliothèque d'outils (vidéos, fiches, textes théoriques, supports divers) pour former les enseignants à l'éducation à la santé Dynamique de construire une culture commune, de partage de méthodes et d'outils pour former des enseignants
Demandes diététiques spécifiques	France	Région Rhône-Alpes	Lela BENCHARIF	Responsables de l'alimentation en école	Face aux demandes de familles et de groupes pour les aliments spécifiques à l'école, transférer le débat du niveau religieux au niveau diététique
	France	INPES	Sandrine BROUSSOULOUX	Promotion de la santé en milieu scolaire	La production et diffusion gratuite de matériel de promotion (posters, kits et supports pédagogiques, livres pour enseignants, ... en grand nombre)
	Turquie	Politiques gouvernementales	Mustafa ARICI	Politique éducative intégrée	Partenariat éducatif de la télévision et de l'école pour synchroniser les messages.

	France	Éducation Nationale et collectivités locales		Responsables de l'alimentation en école	Expérimenter la gratuité de la cantine scolaire (repas diététiques fournis gratuitement aux élèves)
Centre de nouvelles possibilités (ou opportunités)	Portugal	Association commerciale et industrielle de Barcelos	Carla CUNHA	Adultes non-qualifiés	Gestion stratégique des qualifications professionnelles non supérieures
Loi n° 60 du 6 août 2009	Portugal	Ministère de l'Éducation	Maria Judite CARDOSO	Politiques éducatives 1° et 2 nd degrés	Imposer un nombre d'heures obligatoires et la responsabilité individuelle des enseignants pour l'exécution de ces heures dans les programmes en éducation sexuelle
Loi n° 60 du 6 août 2009	Portugal	Ministère de l'Éducation	Maria Judite CARDOSO	Formation continuée des enseignants	Formation continue des enseignants en éducation sexuelle conçue en collaboration avec les enseignants et au niveau des établissements
Charte d'Ottawa	International	OMS	?		Participation de toute la communauté éducative dans la promotion de la santé en milieu scolaire
Intégration des parents avec le recours à des interprètes	France	Ecole Pajol 75018 Paris	Véronique RIVIERE, directrice de l'école Pajol	Ecoles maternelles à forte proportion de familles immigrantes	Développer la communication et la compréhension entre les familles et l'école, même avant l'entrée des enfants à l'école.
« Papotheque », lieu d'échange entre familles et école	France	Ecole Pajol 75018 Paris	Véronique RIVIERE, directrice de l'école Pajol	Ecoles maternelles à forte proportion de familles immigrantes	Mettre en place, dans l'école, par communauté linguistique (autre que la langue du pays) des réunions avec interprète pour échanger sur l'école, faire remonter des questions.

	France	Lycée Champlain	José REMY, Proviseur	Établissements secondaires	Offrir aux jeunes des animateurs de haut niveau et de haute compétence pédagogique pour mener des activités ayant pour finalité ultime de mieux vivre ensemble dans des groupes mixtes dans une perspective « Donnant-donnant » avec les élèves : des activités exceptionnelles sous réserve de « bons » comportements.
	Espagne, Portugal	Ministères nationaux de l'Education		Directions des établissements scolaires	Les chefs d'établissement sont élus à ces postes par leurs collègues enseignants qui mettent des projets en concurrence.
	Bulgarie	Ministère national de l'Education		Directions des établissements scolaires	Les chefs d'établissement sont élus par une commission de représentants du Ministère de l'Education et de l'Inspectorat régional sur la base de l'évaluation des projets des candidats.
Élèves Médiateurs	Espagne	Lycée d'Isar	Rosario GONZALEZ	Établissements secondaires	Élection de « Médiateurs » de classe, qui en plus de la délégation de classe assurent un rôle de médiation dans la classe et contribuent à la bonne gouvernance de l'établissement.
	Espagne, Portugal, Bulgarie, Belgique, Turquie, Bavière, Italie	Ministères nationaux de l'Education ou du Land		Administration de la formation continue	Réaliser les formations continuées dans les écoles, au moins en partie, de façon obligatoire ; pour souder les équipes et répondre aux besoins locaux.

Centre de formation continuée des enseignants	Espagne	Administration éducative andalouse	Pilar Gabriela OSUNA BENAVENTE	Les enseignants en formation	Outre un plan de prévention des risques au travail, la formation des enseignants à l'éducation à la santé comporte aussi des activités formatives de gestion du stress et des émotions personnelles, de prévention du mal de dos et des troubles de la voix, d'éducation physique et de premiers secours.
Centre de formation continuée des enseignants	Espagne	Administration éducative andalouse	Pilar Gabriela OSUNA BENAVENTE	Les enseignants en formation	Au-delà de la détermination des besoins de formation et de l'enrichissement des connaissances, de la mise en œuvre et de l'évaluation des projets, il s'agit de développer un rôle d'« enseignant-chercheur » capable de travailler en équipe, de partager des expériences et des résultats.
	Turquie	Politiques gouvernementales	Mustafa ARICI	Politique éducative intégrée	Intégrer les références philosophiques, esthétiques et culturelles au sein des missions éducatives.
	Bulgarie	Politiques gouvernementales		Établissements scolaires	Intégrer les références philosophiques, esthétiques et culturelles en menant des projets européens et surtout des activités périscolaires ou des campagnes thématiques en partenariat avec des organisations nationales et locales.

	Italie	Région Emilie Romagne Ville de Ravenna	Mirella BORGHI	Formation du personnel éducatif par les Assistants sociaux et sanitaires	Permet la formation aux différents points de vue des professionnels concernés et une meilleure intégration du partenariat entre planning socio-sanitaire et école. L'équipe pédagogique comprend mieux le contexte socio-économique en dehors de l'école
Programme de prévention des toxicomanies à l'école subventionné par le Programme MATRA (Ministère des affaires étrangères) et géré par Trimbos-Instituut, Institut néerlandais de la santé mentale et des toxicomanies	Bulgarie	Politiques gouvernementales	Nedka HRISTOVA		Le Programme est structuré autour des modules prioritaires : <ol style="list-style-type: none"> 1. Personnalité et santé 2. Santé et sexualité 3. Drogues et conduites à risque <p>Pour que les élèves puissent faire des choix éclairés et responsables, l'éducation à la santé leur permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'acquérir des connaissances, de développer leur esprit critique, • d'être capables de faire des choix responsables, • d'être autonomes.
	Bavière (Allemagne)	Ministère de l'Education nationale	Dr. Michaela Krell	Elèves de tous les établissements scolaires, parents, enseignants	Réseau national dense de psychologues scolaires travaillant dans chaque établissement scolaire et neuf Instituts Nationaux de Conseil pédagogique en charge d'aider élèves, parents et enseignants.

	Bavière (Allemagne)	Ministère de l'Education nationale	Dr. Michaela Krell	Enseignants	Obligation d'une formation continue (12 journées complètes en 4 ans) soit dans l'Académie de Formation Continue dans la ville de Dillingen, hébergeant les enseignants de toute la Bavière pour les jours de formation, soit dans la formation continue régionale, soit dans la formation continue organisée par et dans les écoles elles-mêmes
	Bavière (Allemagne)	Ministère de l'Education nationale	Dr. Michaela Krell	Enseignants	Pilotage de la mise en œuvre de l'Education à la Santé dans l'enseignement à travers l'évaluation de chaque enseignant par le directeur de l'établissement et l'inspection scolaire tous les 4 ans. Cette évaluation est déterminante pour la carrière professionnelle de l'enseignant.

2. Ce que vous avez appris au cours de votre visite à propos de ces politiques et de leur mise en œuvre. Vos découvertes concernant les points suivants :

2.1 Les approches adoptées par les pays représentés (considérant aussi bien l'hôte que les participants) concernant le thème de la visite. Avez-vous noté des approches ou des mesures similaires dans certains des pays représentés ? Quelles sont ces similitudes et pourquoi existent-elles ? Quelles sont les différences et pourquoi existent-elles ?

1. Dans tous les pays :
 - il y a une volonté politique de mettre l'éducation à la santé et à la citoyenneté au programme ;
 - il y a création de très nombreux outils à disposition des enseignants, et de nombreux dispositifs sont mis en œuvre ;
 - Il y a de nombreuses initiatives locales très intéressantes ;
 - il y a un désaccord fondamental entre la nécessité d'une approche globale, par compétence, de l'éducation à la santé et à la citoyenneté dans une démarche transversale, et les contraintes d'horaires structurées par matière sans transversalité entre elles ;
 - L'investissement des équipes enseignantes, parce qu'elles dépendent de personnalités ou d'initiatives locales et/ou ponctuelles, s'avère très variable entre établissements, et les résultats atteints risquent de se révéler aussi différents. Ils sont aussi très peu contrôlables à grande échelle.
 - La volonté de faire participer les élèves aux démarches de l'éducation à la santé et à la citoyenneté est générale, l'approche transversale, et la difficulté à bien généraliser la pratique aussi.
2. Entre pays subsiste une grande différence de terminologie : le vocable « Education à la Santé » se révèle « à géométrie variable ». Certains pays, mais pas tous, le considèrent plus large que la notion de la seule santé médicale et approchent le bien-être et le bien-vivre ensemble dans sa dimension socio-effective.

2.2 Les défis auxquels doivent faire face les pays représentés (considérant aussi bien l'hôte que les participants) dans leur tentative de mettre en œuvre les politiques ayant trait au thème de la visite. Quels sont ces défis ? Y a-t-il des défis communs à plusieurs pays ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi pas ?

1. Pour rendre l'éducation à la santé et à la citoyenneté performante, le défi premier est de former les enseignants à cette éducation à la santé et à la citoyenneté, de les motiver pour mettre celle-ci en pratique dans son contexte particulier.
2. Un deuxième défi est d'organiser une planification réelle, locale, avec une mise en œuvre réelle de moyens, et une vraie évaluation des résultats dans le cadre d'un pilotage véritablement opérationnel.

3. Le troisième défi est d'identifier les critères et moyens pour savoir bien évaluer l'activité et les retombées de l'éducation à la santé et à la citoyenneté. Il faudrait privilégier un ensemble de critères quantitatifs et qualitatifs qui reste, pour partie, encore à construire.

2.3 Veuillez nommer et décrire les solutions efficaces et innovantes que vous avez vu appliquer par les pays (considérant aussi bien l'hôte que les participants) en réponse aux défis mentionnés au point 2.2. Veuillez préciser de quels pays il s'agit.

En Italie, 20 % des programmes scolaires sont dédiés par la loi aux activités en partenariat avec les collectivités et les associations locales pour les enseignements transversaux et l'intégration au monde du travail. Ce travail en partenariat semble fournir un cadre efficace pour la mise en œuvre des projets et des activités de l'éducation à la santé et à la citoyenneté. Dans le système scolaire italien, les enseignants soumettent leurs projets de ce type au pilotage local pour financement.

En Bulgarie, en Espagne et au Portugal, le professeur principal dispose d'une heure par semaine pour réaliser un enseignement de son choix, en rapport avec des missions de type Education à la santé et à la citoyenneté notamment.

En Espagne, chaque semaine, il y a une réunion, légalement prévue par la loi et pour chaque niveau dans l'établissement, pour la résolution de conflits. Cette réunion rassemble le proviseur, les professeurs principaux, le psychologue et le responsable de la gestion des conflits.

Au lycée d'Isar en Espagne, une commission « Bien vivre ensemble » se réunit une heure par semaine pour débattre des problèmes concrets dans l'établissement. Cette commission qui rassemble la direction, des enseignants et divers délégués, est le moteur des actions de vivre ensemble dans l'établissement.

2.4 Evaluation de la possibilité de transférer des politiques et des pratiques. Y a-t-il des exemples de bonnes pratiques présentés dans ce rapport susceptibles d'être introduits dans d'autres pays ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi pas ?

Moyennant quelques adaptations aux réalités locales, l'ensemble des bonnes pratiques évoquées ci-dessus est transférable dans l'ensemble des états participants, pour autant qu'existe la volonté politique de les mettre en œuvre dans le cadre d'un développement citoyen global.

3. La création de réseaux d'experts ou la construction de partenariats en vue du développement de futurs projets : c'est là un autre objectif important du programme de visites d'étude.

Indiquez si, en matière de future coopération, les idées ont évolué au fil des rencontres et des débats ; le cas échéant, veuillez indiquer quelles sont ces idées.

Oui. Chacun a pu enrichir ses pratiques et ses connaissances en les confrontant aux pratiques et aux connaissances des autres participants appelés à œuvrer dans d'autres contextes. Chacun a pu être conforté dans ses réalisations et percevoir au départ des apports des autres des prolongements et des perfectionnements à sa propre action.

Ce partage d'expériences fut aussi l'occasion pour chacun de développer son réseau de relations et de partage d'informations.

Nous comptons bien exploiter à l'avenir ce réseau nouveau pour transmettre d'autres informations et supports et/ou pour la mise en relation avec des tiers potentiellement intéressés par les expériences des membres de la visite.

Entre autres, nous avons évoqué des possibilités de réaliser des échanges entre établissements dans le cadre d'un projet Comenius.

EN RÉSUMÉ :

4. Quelles sont les informations les plus utiles ou intéressantes, acquises au cours de la visite, que le groupe estime devoir diffuser ? Pour qui, selon vous, ces informations seront le plus intéressantes ?

A l'intention des décideurs politiques, nous aimerions aider à une clarification du concept d'éducation à la santé qui recouvre dans les différents pays de l'Union des réalités parfois très différentes. On peut même s'étonner de l'absence de référence à la santé dans les textes européens sur le développement de la responsabilité individuelle et le vivre ensemble.

A l'intention des autorités pédagogiques qui assurent le pilotage de l'enseignement, nous aimerions souligner le fait que le renouvellement trop fréquent des programmes et des dispositifs et la multiplication des instruments et outils visant le champ de l'éducation à la santé et à la citoyenneté paraissent excessifs, tandis qu'il serait plus souhaitable de mettre en place des cadres de pilotage clairs, cohérents et efficaces.

A l'intention des enseignants et des formateurs d'enseignants, nous avons découvert l'outil PROFEDUS produit par l'INPES, UNIRÉS et l'IUFM d'Auvergne en France, et nous l'apprécions pour son caractère global, complet mais adaptable, et impliquant l'apprenant dans son processus d'apprentissage.